

66005

NAATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/SR.105(VI)

27 février 1964

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CENT CINQUIEME SEANCE

tenue à la Maison de l'Afrique, à Addis-Abéba
le lundi 24 février 1964, à 15h10

Président: M. MASSAQUOI (Libéria)

Secrétaire: M. SYLLA

SOMMAIRE:

Conjoncture économique et sociale en Afrique et compte rendu
de l'activité de la Commission (suite).

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu provisoire sont priés de les transcrire sur un exemplaire du compte rendu qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible à la Section de traduction, bureau 60. Au besoin, les rectifications pourront être envoyées par la poste après la session (Section de traduction, Commission économique pour l'Afrique, P.O. Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie); dans ce cas, elles devront parvenir le 30 avril 1964 au plus tard.

CONJONCTURE ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE ET COMPTE RENDU DE L'ACTIVITE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (point 5 de l'ordre du jour) (E/CN.14/237, 238, 239, 245, 246 et corr.1, 247 et corr.1, 248 et corr.1, 249 et corr.1, 250/rev.2, 279) (suite).

Le PRESIDENT donne la parole aux observateurs.

M. NICOLAESCU (Observateur de la Roumanie) félicite la Commission de l'appui qu'elle donne aux pays africains dans leur lutte pour l'indépendance économique, le progrès social et la liquidation des conséquences complexes du colonialisme, ainsi que de la manière réaliste et audacieuse dont elle aborde les problèmes africains de planification, de statistique, d'industrialisation, de coopération intra-africaine, de financement du développement et de formation des cadres.

La Roumanie connaît par expérience le rôle du développement économique dans la consolidation de l'indépendance politique et l'élévation du niveau de vie. L'industrialisation a une importance essentielle dans le développement et ne pourra être réalisée que sur la base d'une propriété sociale des moyens de production. Dans ces conditions, et grâce à une planification scientifique, le volume de la production de l'industrie roumaine a augmenté ces quatre dernières années de plus de 15 pour 100 et la Roumanie, de pays sous-développé caractérisé par un grand pourcentage d'illettrés, est devenue un Etat moderne, industriel et agricole, en plein développement. M. Nicolaescu note avec satisfaction l'attention accordée par la CEA aux problèmes d'industrialisation et de planification; il y voit un pas en avant vers la pleine utilisation des abondantes ressources naturelles du continent et l'élévation du niveau de vie de sa population.

Le commerce extérieur a un rôle important à jouer dans l'épanouissement économique de l'Afrique. La Roumanie considère que la coexistence pacifique et le commerce international sont étroitement liés, et qu'il importe d'abolir toutes les pratiques discriminatoires et restrictives. Le commerce extérieur de l'Afrique est encore menacé par les fluctuations des prix à l'exportation et entravé par des obstacles artificiels. La prochaine Conférence sur le commerce et le développement contribuera pour une grande part à supprimer

la grande différence qui, du point de vue économique, sépare la partie développée du monde et celle en voie de développement. Le Gouvernement roumain a soumis au Secrétaire général des Nations Unies une proposition demandant que la Conférence souligne l'importance des accords commerciaux à long terme pour la stabilité et le développement des échanges internationaux; qu'elle recommande la livraison crédit de biens d'équipement pour créer de nouvelles industries, le paiement devant être effectué sous forme de produits de ces industries; qu'elle reconnaisse l'importance de la mise en valeur, à des fins pacifiques, des ressources libérées par le désarmement. Il serait aussi souhaitable d'analyser les aspects juridiques des échanges internationaux et de créer des institutions pour la conclusion des accords à long terme dont a parlé plus haut M. Nicolaeescu.

M. SARWATE (Observateur de l'Union internationale des télécommunications) souligne l'importance des télécommunications, condition préalable au progrès économique et à la compréhension internationale. Si l'établissement de réseaux régionaux de télécommunications concerne au premier chef les pays du continent africain, il n'empêche que l'UIT a prêté assistance, dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique, à presque tous les pays d'Afrique. Avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies, elle agit aussi en qualité d'organisme d'exécution des projets de formation en Afrique. Elle a dressé un plan de répartition des fréquences qui doit servir à créer en Afrique des réseaux d'émission de radio et de télévision à très haute fréquence et à fréquence ultra-haute; enfin elle est en train de préparer une conférence chargée d'établir un plan analogue à l'intention des stations d'émission sur ondes moyennes. Etant donné que le développement des télécommunications nationales en Afrique et que les interconnexions entre réseaux de la région dépendent surtout des efforts de chaque pays, il convient de s'attacher à atteindre trois objectifs: il faut mettre sur pied des administrations bien conçues et bien organisées des télécommunications; il faut disposer de techniciens qualifiés et des moyens d'en former d'autres encore; il faut enfin avoir des ressources techniques pour la planification et l'installation de réseaux.

Il est à peine besoin de souligner la nécessité de créer des liaisons de télécommunications entre les capitales africaines. Le programme de la CEA dans ce domaine a été préparé en pleine coopération avec l'UIT. Etant donné que l'aide financière fournie par l'UIT se limite à une assistance dans le cadre du Programme élargi, M. Sarwate invite instamment la Commission à prendre en considération les propositions du Secrétaire exécutif sur la question des télécommunications. Dans le cadre de la collaboration entre l'UIT et la CEA, une mission d'experts de l'UIT a été chargée d'étudier les télécommunications en Afrique et de mettre en oeuvre le programme de liaisons entre les capitales.

Le Président de la Commission du plan pour l'Afrique, M. Tedros, a été chargé par le Conseil d'administration de l'UIT de présenter à la CEA le plan général d'interconnexion des différents réseaux africains, connu sous le nom de plan de Dakar.

M. TEDROS, observateur de l'Union internationale des télécommunications, prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que le rôle de la Commission de l'UIT et de sa sous-Commission du plan pour l'Afrique est de préparer la création de réseaux internationaux et d'assurer l'interconnexion des abonnés et des usagers des télécommunications dans divers pays. Deux périodes de planification l'une de 5 ans, l'autre de 12 à 15 ans ont été adoptées; en Afrique, des projets ou des plans de plus de cinq ans sont considérés comme ne tenant guère compte des réalités.

La Sous-Commission du plan pour l'Afrique s'est réunie pour la première fois à Dakar en janvier 1962. A l'époque, la plupart des télécommunications entre pays africains se faisaient par l'intermédiaire d'au moins une station de relais située hors d'Afrique, car les communications radio-téléphoniques directes y sont pratiquement inexistantes, en raison du coût très élevé, de l'insuffisance du trafic et d'autres difficultés.

Le Plan de Dakar, adopté à la réunion, se fonde sur trois principes: les télécommunications entre pays africains ne doivent pas passer par des pays extérieurs au continent; les circuits doivent être établis de manière à éviter que les communications ne parcourent plus de deux circuits

radio à haute fréquence en tandem; chaque pays doit s'efforcer de développer son propre réseau et de le relier à ceux de ses voisins par des circuits de haute qualité. Le plan couvre la période 1962-1967; il prévoit la création de neuf liaisons radiotélégraphiques et radiotéléphoniques à haute fréquence, de 12.000 km de liaisons radio de relais, de 50.000 km de lignes aériennes et de 2.000 km de câbles sous-marins côtiers, ainsi que de circuits radio et de câbles sous-marins vers les autres continents. La plupart des circuits prévus par le Plan devront être mis en place en 1967. La Sous-commission du plan se réunira à Addis-Abéba à la fin de 1964 pour faire le point et voir si la date de 1967, qu'elle s'était fixée, peut être maintenue.

M. PARKER (Libéria) fait observer que cela fait maintenant cinq ans que la CEA étudie les problèmes de l'Afrique: **le moment est venu** pour elle de mettre en pratique les études qui ont été faites et de s'atteler à un plan d'action pour les cinq années à venir. En même temps, chaque pays devrait utiliser ces études et redoubler d'efforts pour accélérer le progrès économique et coopérer au développement du continent. Les gouvernements du Libéria, du Sierra Leone, de la Guinée et de la Côte-d'Ivoire ont commencé à coopérer les uns avec les autres en ce qui concerne l'ouverture de routes, la réduction des tarifs, et dans d'autres domaines.

Le Gouvernement du Libéria attache une grande importance à la Banque africaine de développement et espère qu'à la fin de 1964, tous les pays membres de la CEA auront suivi l'exemple du Libéria qui a l'intention de ratifier sous peu l'accord relatif à la Banque.

La réunion d'experts de la sidérurgie en Afrique de l'ouest qui s'est tenue à Monrovia en octobre 1963, est un exemple concret du genre de coopération que préconise M. Parker. Néanmoins, son gouvernement regrette la décision unilatérale que l'on a prise d'établir une aciérie en Afrique de l'ouest; il espère que le secrétariat continuera à étudier les possibilités de réalisation de ce plan et qu'entretemps aucun pays membre ne prendra de décision unilatérale.

M. Parker félicite la CEA des mesures prises dans le domaine de l'aviation civile et de la création de l'Institut africain de développement économique et de planification. Son gouvernement est toujours en faveur de la création d'un marché commun africain et d'une union africaine des paiements.

Les études effectuées dans le domaine du développement industriel aideront à éliminer la concurrence et encourager le développement industriel systématique et complémentaire. Il faudra que les banques nationales de développement et les organismes de planification industrielle procèdent à des consultations sérieuses par l'intermédiaire de la CEA afin notamment de coordonner les activités de la Banque africaine de développement.

Le gouvernement du Libéria s'associe à la déclaration commune des pays en voie de développement relative à la Conférence sur le commerce et le développement, dont il escompte des résultats concrets.

M. AHMED (Soudan) dit que le document sur la Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique (E/CN.14/238) montre qu'au cours des cinq années étudiées, la production agricole n'a pas suivi le rythme de l'expansion démographique. La situation alimentaire est inconcevable dans un continent connu pour ses vastes étendues et ses ressources hydrauliques. Du point de vue du pouvoir d'achat réel, les recettes provenant des exportations agricoles ont baissé d'environ 6 pour 100 et les perspectives d'avenir ne sont guère plus brillantes. La Conférence sur le commerce et le développement est donc d'une importance vitale et M. Ahmed approuve la décision du Secrétaire exécutif d'envoyer une équipe du secrétariat pour assister les délégations africaines : ensemble, elles devraient être en mesure de préciser l'attitude de l'Afrique, d'étudier les moyens d'améliorer le plan de financement compensatoire du Fonds monétaire international et d'échanger des idées en général.

Si l'agriculture a une importance primordiale, c'est que la révolution agraire doit précéder et accompagner la révolution industrielle. Les impôts perçus sur les revenus réels en augmentation pourraient servir à financer les plans gouvernementaux. Les pays africains devront aider à financer leur propre développement en faisant appel à l'épargne nationale, étant donné que les capitaux étrangers entraînent des frais d'intérêts et des dépenses récurrentes.

Pour la période en cours d'examen, les gains et la production alimentaire n'ont pas suffi à couvrir les besoins des masses. D'autre part, pendant la même période, l'on a assisté à l'émancipation politique de vingt-cinq pays. Il n'est pas resté beaucoup de temps pour d'autres travaux. Les cinq années à venir devraient être celles de la régénération économique de l'Afrique.

M. Ahmed rappelle que le Soudan s'est intéressé à la Banque africaine de développement dès le début et qu'il est toujours prêt à accueillir le siège de cette banque.

M. KANE (Mauritanie) dit que la tâche fondamentale de la CEA est de supprimer les inégalités économiques qui sont l'héritage du colonialisme. Les pays développés doivent admettre que les nations en voie de développement ne peuvent et ne doivent pas demeurer une réserve de matières premières. Une minorité bénéficie d'un niveau de vie élevé dont la majorité, vivant dans la misère, fait les frais. Des sacrifices s'imposent dans l'intérêt de la paix et du bien-être de l'humanité.

M. Kane se déclare en faveur de la proposition tendant à établir une sous-région de l'Ouest africain, tout en rappelant qu'il importe d'éviter les dangers de la balkanisation. Toutes les activités d'assistance doivent être coordonnées. Pour une raison ou pour une autre, la mission de coordination industrielle en Afrique de l'ouest (E/CN.14/246) n'a pas visité la Mauritanie et s'est trompée sur le nom d'un important gisement de fer du pays; aussi, M. Kane se félicite de l'envoi d'un fonctionnaire du secrétariat et il espère que la prochaine mission viendra se rendre compte sur place des ressources du pays.

La Mauritanie s'efforce de développer son industrie de la pêche et accorde toute l'attention voulue à l'agriculture dans son plan de développement quadriennal. L'élevage peut être développé suffisamment pour approvisionner en viande les pays voisins. Comme dans tous les pays désertiques, toutefois, le problème de l'eau est grave et la Mauritanie n'est pas en mesure d'aménager toutes les installations hydrauliques dont elle a besoin. Elle espère que sa collaboration avec la CEA sera fructueuse et elle est prête à harmoniser ses plans avec ceux d'autres pays.

L'harmonisation exige une bonne infrastructure dans le domaine des communications, une diminution des barrières douanières et la création d'une union des paiements qui aiderait à accroître les échanges. De cette façon, l'intégration économique préparerait la voie à l'intégration politique.

M. MUNTHALI (Nyassaland) remercie la Commission d'avoir admis le Nyassaland en qualité de membre associé. Dans le passé, son pays a été représenté par la Fédération, qui s'est depuis dissoute parce que, bien qu'économiquement viable, elle était politiquement inacceptable pour la majorité des Africains. M. Munthali se réjouit à la pensée que son pays deviendra membre de plein droit à la prochaine session.

L'indépendance politique doit être suivie de l'émancipation économique. Depuis dix ans on a consacré beaucoup de temps et d'efforts à démanteler la Fédération, et pas assez à du travail positif. L'heure est aujourd'hui venue de reconstruire. Le Nyassaland est entièrement tributaire de l'agriculture pour ses recettes en devises, et le taux du revenu par habitant y est l'un des plus bas de la région. Son problème majeur est d'accroître la production et d'améliorer les méthodes de vente. C'est pourquoi le plan de développement pour la période 1962-1965 met l'accent sur l'agriculture; mais le Gouvernement du Nyassaland est conscient du danger qu'il y a à dépendre par trop des produits primaires agricoles, en raison des fluctuations des cours mondiaux. Il convient néanmoins d'établir une base agricole solide avant de pouvoir mettre en oeuvre un plan d'ensemble de diversification.

Le Gouvernement du Nyassaland a lancé des programmes d'urgence pour former des administrateurs et des cadres techniques moyens; mais, pour le moment, il devra encore recourir à l'aide extérieure.

Le plan national de développement est en cours de révision à la lumière des études effectuées par des experts au cours des deux dernières années. Le Gouvernement du Nyassaland est reconnaissant aux Nations Unies et aux autres institutions qui lui ont proposé des experts, et il demandera l'assistance de la CEA pour mettre en oeuvre son nouveau plan. Toutefois, cette assistance ne se substitue pas aux arrangements bilatéraux, et il tient à remercier les gouvernements du Ghana et de la Nigéria d'avoir mis des spécialistes et des bourses à sa disposition.

M. Munthali se félicite de voir créer la Banque africaine de développement, l'Institut africain de développement économique et de planification et les trois bureaux sous-régionaux; c'est sur une base régionale que l'unité africaine a le plus de chance de se réaliser. L'heure est aujourd'hui venue de traduire les idées en réalisations pratiques.

Prenant la parole sur l'invitation du Président, M. KYARUZI (Observateur du Fonds des Nations Unies pour l'enfance), dénonce la confusion et le gaspillage qui ont marqué les programmes d'assistance à l'Afrique, et il espère que la CEA contribuera à redresser la situation.

Le FISE se dépense en Afrique depuis plus de dix ans, sauf dans les régions où il n'a pas été autorisé à intervenir, et il est résolu à contribuer davantage encore au développement de l'Afrique. Outre ses activités traditionnelles dans le domaine de la santé et de la maternité, le FISE s'intéresse aujourd'hui à l'enseignement, au développement communautaire et social, à la formation professionnelle, aux services sanitaires et à la nutrition appliquée. Or, toutes ces activités grèvent lourdement son budget, et les demandes ont de loin dépassé les ressources provenant des contributions. M. Kyaruzi prie donc instamment les membres de la Commission de ne pas oublier leur souscription au FISE dans l'établissement de leur budget national.

Les besoins de l'enfance ne seront jamais entièrement satisfaits si une place ne leur est pas faite dans les budgets et les plans nationaux. Certains pays ont nommé des comités spéciaux chargés de veiller à ce qu'il en soit bien ainsi. M. Kyaruzi espère que d'autres pays voudront bien en faire autant.

Dans l'intérêt de la coopération et de la coordination, le Directeur exécutif du FISE a chargé son représentant régional de consacrer davantage de son temps à la CEA. En outre, les effectifs du personnel d'Addis-Abéba seront renforcés. Dans les limites de son mandat et de ses ressources financières, le FISE fera de son mieux pour collaborer avec la CEA.

Etant donné la difficulté que pose le recrutement d'experts en matière de planification des services intéressant l'enfance, le Directeur exécutif est disposé à prendre en considération les demandes d'assistance financière émanant de pays désireux de s'assurer les services de consultants à court terme. Ces demandes devront être soumises longtemps à l'avance.

Le FISE est reconnaissant de la collaboration qu'il a reçue sur place et ne doute pas qu'elle sera poursuivie. M. Kyaruzi signale à l'attention de la Commission le rapport du Fonds sur ses activités dans les pays en voie de développement pour 1963.

M. RAKOTO (Madagascar) fait observer qu'aucun pays ne peut plus se permettre de vivre isolé, et moins que tout autre un pays africain. Il rend hommage aux efforts accomplis par la CEA pour encourager la coopération, en dépit de nombreuses difficultés telles que l'insuffisance des transports et des communications, qui gêne la participation aux réunions et leur préparation; l'insuffisance du personnel et le fait qu'il est surchargé, d'où la difficulté qu'éprouvent les missions d'experts à approfondir les problèmes comme il le faudrait et le caractère trop général et fragmentaire de leurs rapports; la coopération insuffisante entre les Etats, absorbés par leurs multiples problèmes intérieurs; enfin la nécessité de fixer des priorités. Il importe de concentrer les efforts sur des projets vraiment réalisables et de coordonner les attributions d'organismes comme la CEA et l'OUA afin d'éviter les doubles emplois. Enfin, M. Rakoto reconnaît pleinement qu'il est temps de passer des professions de foi aux réalisations concrètes, pour lesquelles il faudra savoir faire des sacrifices, dans un esprit de compréhension mutuelle.

La réunion est suspendue à 17h05 et reprise à 17h25

Le PRESIDENT invite les observateurs à prendre la parole

M. WALRAVEN (observateur des Pays-Bas) espère que la CEA, dans les efforts qu'elle déploie en faveur de la coordination et de l'accélération du développement économique, bénéficiera de l'assistance de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, qui a été créé grâce à un don d'un million de dollars du Gouvernement néerlandais.

Celui-ci participera à la Conférence sur le commerce et le développement en se donnant pour objectif la libéralisation du commerce mondial. Dans le cadre de la Communauté économique européenne, les Pays-Bas ont toujours eu une attitude constructive à l'égard des intérêts économiques des pays africains; ils sont restés au nombre des plus importants clients de l'Afrique.

Le Gouvernement néerlandais se félicite de la création de l'Institut africain de développement économique et de planification auquel il offre les services d'experts néerlandais de la planification. Il est prêt, en outre, à prêter son concours technique pour la mise sur pied de la Banque africaine de développement et à offrir des bourses pour la formation aux Pays-Bas du futur personnel de la Banque.

L'assistance aux pays en voie de développement est tenue pour très importante par le Gouvernement néerlandais. A l'occasion de la session, M. Walraven offre au nom de son Gouvernement, un vingtaine de bourses pour permettre à des diplômés des universités africaines de poursuivre leurs études aux Pays-Bas; il offre aussi les services d'experts néerlandais hautement qualifiés dont la rémunération, pendant qu'ils collaboreront aux projets de la CEA, sera à la charge du Gouvernement des Pays-Bas.

M. VOHRA (observateur de l'Inde) invité, au nom de son Gouvernement, le Secrétaire exécutif à se rendre en Inde. Son pays collaborera volontiers avec la CEA dans ses programmes de formation; il sera heureux partager avec les pays africains l'expérience qu'il a pu acquérir dans des domaines tels la planification, les statistiques, la normalisation et la formation en cours d'emploi dans les industries.

Comme l'Inde et l'Afrique connaissent les mêmes problèmes nés du sous-développement et de la pauvreté, les techniciens, planificateurs, ingénieurs et autres experts indiens sont particulièrement qualifiés pour prêter leur concours aux gouvernements africains. Le Gouvernement indien attache une grande importance à l'échange de renseignements sur des questions d'intérêt pratique concernant la protection sociale, le développement économique et le progrès technique.

L'Inde est à mi-chemin dans l'exécution de son troisième Plan quinquennal; sa Commission de planification est toute disposée à faire bénéficier les pays africains de son expérience et de ses méthodes de planification. L'Inde accueillera avec faveur toutes propositions de collaboration économique et technique sur une base bilatérale ou régionale. En outre, elle souhaite vivement une expansion de ses échanges commerciaux avec l'Afrique. Elle désire aider l'Afrique à créer des industries pouvant fournir des produits de base comme des biens de consommation. Elle est en mesure d'offrir une assistance pour l'implantation de sucreries, de cimenteries, de fabriques de papier, d'usines textiles et d'autres entreprises.

Les pays en voie de développement devront présenter un front uni à la Conférence sur le commerce et le développement, car ils ont tous les mêmes besoins : améliorer leurs termes de l'échange; bénéficier, en leur qualité de producteurs primaires, d'une proportion plus grande de la consommation mondiale de biens; bénéficier d'un traitement préférentiel sur les marchés mondiaux, du fait même qu'ils en sont au stade ou développement; mettre au point une méthode qui permette aux expéditeurs des régions peu développées de négocier avec les armateurs des régions évoluées des frêts raisonnables pour l'acheminement de leurs exportations.

M. DE REGE THESAURO (observateur de l'Italie) déclare que la solution des problèmes que posent l'industrialisation et la diversification des structures économiques ne sauraient être laissée aux seuls Etats africains : tous les pays qui désirent établir des relations solides et durables avec l'Afrique doivent l'aider à atteindre un niveau de vie plus élevé dans l'intérêt de la paix et du bien être du monde.

En 1963, l'Italie a conclu toute une série d'accords commerciaux ou de coopération économique et technique avec divers pays africains; elle a reçu également la visite de missions africaines. En 1964, de nouvelles missions économiques italiennes seront envoyées en Afrique. D'autre part, l'Italie a offert une assistance dans le domaine de l'enseignement.

L'aide multilatérale est également utile en ce sens qu'elle stimule la coopération entre l'Afrique et les pays évolués. Il n'y a aucune raison de penser que l'association des pays africains avec le Marché commun européen puisse constituer un obstacle à une politique africaine unitaire.

La Conférence sur le commerce et le développement revêt une importance capitale. M. De Rege Thesauro appuie la proposition éthiopienne tendant à définir une attitude africaine commune à l'égard des problèmes du commerce international. La Conférence marquera un tournant dans les relations entre pays avancés et pays en voie de développement; elle devra aussi aboutir à une collaboration plus intense. Il faudra que, de part et d'autre l'on connaisse bien les arguments à discuter et que l'on s'attache à obtenir des résultats pratiques. La délégation italienne suivra donc avec intérêt le débat auquel donnera lieu l'examen du document consacré à la Conférence (E/CN.14/279).

M. DIALLO (observateur de la Confédération internationale des syndicats chrétiens) limitera ses observations au futur marché commun africain, projet auquel la CISC s'intéresse tout particulièrement. Pendant la période coloniale, les pays africains sont devenus des satellites économiques des puissances métropolitaines, produisant des matières premières destinées à être exportées et important des biens manufacturés. Les infrastructures ont été adaptées à ce système. L'Afrique était donc condamnée au sous-développement, à exporter du travail et à importer le chômage. C'est pour cette raison que les organisations syndicales africaines ont combattu sans relâche le colonialisme.

Après l'indépendance, les pays ont tous lutté pour réadapter leur économie et créer de nouvelles structures politiques, économiques et sociales. Mais les plans de développement ont souvent négligé la nécessité d'une harmonisation et d'une coordination. Des concurrences ont surgi entre pays voisins, chacun cherchant à obtenir un traitement préférentiel pour ses produits et une assistance préférentielle pour ses plans de développement économique. C'est ainsi que le néo-colonialisme s'est infiltré en Afrique. Pour les pays africains, la seule solution est de collaborer à l'échelle du continent.

La situation actuelle est encourageante en ce sens qu'il existe déjà certains groupements juridiquement constitués, qui pourraient servir de base à un futur marché commun africain. Ce projet comporte toutefois des incidences politiques, car chaque Etat sera amené à transférer une partie de sa souveraineté aux institutions communes qui auront été créées. Les organisations syndicales africaines affiliées à l'Union panafricaine et malgache des travailleurs croyants (UPTC), section régionale de la CISC, ont toujours insisté sur la nécessité de coordonner les plans de développement et les politiques sociales de tous les pays africains, en vue d'une unification ultérieure.

A l'heure actuelle, le continent africain manque de moyens techniques, de débouchés suffisants pour ses produits, il n'est pas maître de ses propres entreprises commerciales, lesquelles sont encore en grande partie entre des mains étrangères; il manque enfin de stabilité sociale. On en voit les effets dans les mouvements révolutionnaires actuels. Le remède réside dans la création d'une large communauté économique africaine, qui devra procéder par étapes, abordant pour commencer les difficultés intérieures des divers Etats, puis les problèmes qui se posent entre les Etats et enfin, les problèmes panafricains. Il s'agit d'instaurer une communauté qui, tournant ses regards vers l'extérieur maintienne des liens étroits avec les autres continents.

Un marché commun africain ne prospérera que si les entreprises commerciales, les travailleurs et les paysans y participent. A cette fin, il faudra créer

un Conseil économique et social panafricain, de préférence au sein de l'OUA; en collaboration avec la CEA, il tendrait progressivement vers l'intégration des économies nationales et vers l'unification des groupements économiques sous-régionaux existants. Il faudra de toute évidence une autorité supra-nationale pour faire respecter et appliquer les décisions de la communauté.

La décision de créer un marché commun africain ne devrait pas se traduire par la rupture immédiate des relations qui existent entre les Etats, ou avec des pays non africains. Ces relations seraient maintenues au cours du processus d'intégration des économies nationales et des groupements sous-régionaux; elles seraient ensuite assurées par des institutions appropriées.

Le marché commun africain aura un rôle capital à jouer dans la lutte contre la sous-alimentation et la misère. L'économie africaine ne saurait se développer pleinement sans une population saine, bien nourrie et instruite.

Il sera indispensable, à tous les stades, de consulter les organisations syndicales africaines et de collaborer avec elles; elles ont un rôle essentiel à jouer dans la construction de l'économie africaine et dans la promotion sociale des populations. Qui plus est, les Etats africains doivent s'appuyer sur les organisations syndicales dans leurs négociations avec les puissances étrangères. Mais il faut pour cela que les organisations syndicales soient vraiment libres et puissantes.

La CISC s'engage à apporter sa contribution et celle des organisations affiliées à l'UPTC aux efforts communs des pays de l'Afrique.

La séance est levée à 18h.30